

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 2/4**

### **Mai 2015**

## **LISTE D'APTITUDE AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'agent de maîtrise.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade d'agent de maîtrise, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Madame	RICHARD	PHILOMENE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Monsieur	DOTIGNY	JEROME	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Monsieur	PASTOR	ALEXANDRE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Madame	CEBTI	SEMIHA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL
Madame	TOUIL KEBLI	MALIKA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL
Monsieur	ROMANS	MARC	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 06.05.2015

Notifié le :

**LISTE D'APTITUDE  
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE  
AU GRADE DE REDACTEUR**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de rédacteur.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade de rédacteur, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Madame	EUZIERE	SONIA	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1 <sup>ER</sup> CL
Madame	ALLIEN	DANIELLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF 2 <sup>EME</sup> CL
Madame	CAUMETTE	CHRISTINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Madame	BRUHAT	JOELLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Monsieur	PICARD	ANTOINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Madame	BOHER	MIREILLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL
Madame	TOMATIS	CHRISTELLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05. 05. 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06. 05. 2015

Notifié le :



**LISTE D'APTITUDE  
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE  
AU GRADE DE CHEF DE SERVICE DE POLICE  
MUNICIPALE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de chef de service de Police Municipale.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade de chef de service de Police Municipale, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Madame	LEMER	DELPHINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL PM

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05.05.2015  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06.05.2015  
Notifié le :

**LISTE D'APTITUDE**  
**AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE**  
**AU GRADE DE TECHNICIEN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade de Technicien, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Monsieur	CARRASCO	NORBERT	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL



**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05 . 05 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06 . 05 . 2015  
Notifié le :

**LISTE D'APTITUDE  
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE  
AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME  
CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de technicien principal 2<sup>ème</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade de technicien principal 2<sup>ème</sup> classe, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Monsieur	SERIEYS	MICHEL	EXAMEN PROFESSIONNEL	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL
Monsieur	BERARD	ALAIN	EXAMEN PROFESSIONNEL	AGENT DE MAITRISE
Madame	RICHARD	EVELYNE	EXAMEN PROFESSIONNEL	AGENT DE MAITRISE

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05 . 05 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06 . 05 . 2015  
Notifié le :

**LISTE D'APTITUDE  
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE  
AU GRADE D'ATTACHE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 87-1099 du 30 décembre 1987 relatif au statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade d'Attaché, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Monsieur	VIAL	PIERRE	ANCIENNETE	REDACTEUR PRINCIPAL 1 <sup>ER</sup> CL
Madame	PUYPE	PATRICIA	ANCIENNETE	REDACTEUR PRINCIPAL 1 <sup>ER</sup> CL

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06.05.2015  
Notifié le :



**LISTE D'APTITUDE  
AU TITRE DE LA PROMOTION INTERNE  
AU GRADE D'INGENIEUR**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 39 et 44,
- le décret 90-126 du 9 février 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'ingénieur.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne de l'année 2015, pour l'accès au grade d'ingénieur, est fixée comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL
Monsieur	PHAM	JEAN-CLAUDE	ANCIENNETE	TECHNICIEN PRINCPAL 1 <sup>ER</sup> CL
Monsieur	CUENDET	EDOUARD	ANCIENNETE	TECHNICIEN PRINCPAL 1 <sup>ER</sup> CL
Madame	DOMERGUE	BRIGITTE	EXAMEN PROFESSIONNEL	TECHNICIEN PRINCPAL 1 <sup>ER</sup> CL

**Article 2 :**

La date d'effet de cette liste est fixée au 1<sup>er</sup> Mai 2015.

**Article 3 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 05 . 05 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 06 . 05 . 2015  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Palavas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P165 du 30 juillet 2013 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules avenue de Palavas ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P130, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 4) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- l'Avenue de Palavas depuis l'Avenue du Pont Trinquat vers et jusqu'au Boulevard de Strasbourg ;
- la voie de liaison entre l'Avenue de Palavas et l'Avenue Albert Dubout depuis l'Avenue de Palavas vers et jusqu'à l'Avenue Albert Dubout.

#### Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite Avenue de Palavas, dans sa partie comprise entre le Boulevard d'Orient et le Boulevard de Strasbourg.



### **Article 3 :**

La partie centrale est réservée à la circulation des transports en commun Avenue de Palavas sur les 10 derniers mètres avant l'intersection avec le Rond-Point des Prés d'Arènes.

### **Article 4 :**

La voie située du côté des numéros impairs est réservée à la circulation des transports en commun Avenue de Palavas depuis la Rue de Saint Hilaire vers et jusqu'à l'Impasse lou Trapet.

### **Article 5 :**

La voie située du côté des numéros pairs est réservée à la circulation du tramway Avenue de Palavas dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue de Saint Hilaire et le Rond-point des Prés d'Arènes.

### **Article 6 :**

Il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues Avenue de Palavas côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue de Saint Hilaire et le Rond-point des Prés d'Arènes.

### **Article 7 :**

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue de Saint Hilaire, de l'Avenue de Palavas, de la piste cyclable et de la plate-forme du tramway ;
- à l'intersection de l'Avenue du Maréchal Leclerc et de l'Avenue de Palavas ;
- à l'intersection du Chemin de Moularès et de l'Avenue de Palavas ;
- à l'intersection de la Rue de l'Herbe Figuière, de l'Avenue de Palavas, de la Rue de Centrayrargues et de la Rue de la Flore Juvénale ;
- à l'intersection de la voie d'accès à la résidence "Octroi", de la Rue des Iris et de l'Avenue de Palavas ;
- à l'intersection de l'Avenue de Palavas et de l'Impasse Zimmer ;
- à l'intersection de la Rue Frédéric Bazille, de l'Avenue de Palavas et de l'Avenue du Pont Trinquat ;
- à l'intersection de la Rue des Aiguerelles, du Boulevard Rabelais, de l'Avenue de Palavas et du Boulevard d'Orient ;
- à l'intersection de l'Avenue de Palavas, du Boulevard de Strasbourg, de la Rue du Pont de Lattes et de la Rue du Cimetière des Protestants.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

### **Article 8 :**

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux Avenue de Palavas des deux côtés au n° 90 et au n° 121.

#### **Article 9 :**

À l'intersection, de la voie de liaison entre l'Avenue de Palavas et l'Avenue Albert Dubout et de l'Avenue Albert Dubout, les conducteurs circulant sur la voie de liaison entre l'Avenue de Palavas et l'Avenue Albert Dubout sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

#### **Article 10 :**

Il est interdit de tourner à gauche :

- dans la plate-forme du tramway pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Palavas à l'intersection avec la Rue Saint-Hilaire dans le sens de l'Avenue du Maréchal Leclerc vers le Rond-Point des Près d'Arènes ;
- dans la Rue de la Manade pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Palavas ;
- dans la Rue du Cimetière des Protestants pour tous les véhicules venant de la voie de tourne-à-droite de l'Avenue de Palavas vers la Rue du Cimetière des Protestants.

#### **Article 11 :**

Il est interdit de tourner à droite dans le Boulevard de Strasbourg pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Palavas.

#### **Article 12 :**

Les transports de fonds ont 1 place réservée Avenue de Palavas côté impair au n° 79.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 13 :**

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue de Palavas :

- côté impair au n° 77 ( 1 place(s) ) et au n° 121 ( 1 place(s) ) ;
- côté pair au n° 106 ( 1 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

#### **Article 14 :**

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé Avenue de Palavas côté impair au n° 77 ( 1 place(s) ) et au n° 79 ( 1 place(s) ).

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 15 :**

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Avenue de Palavas côté pair, entre le n° 113 et le n° 117 sur 15 mètres.

Le stationnement s'effectue dans l'alvéole aménagée et l'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 16 :**

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Avenue de Palavas :

- côté impair :
  - face au n° 148 ( 1 place(s) ) ;
  - au n° 39 ( 1 place(s) ) ;
  - face au n° 40 ( 1 place(s) ).
- Des deux côtés :
  - au n° 117 ( 2 place(s) ) ;
  - au n° 132 ( 2 place(s) ) ;
  - au n° 94 ( 2 place(s) ).
- Côté pair :
  - au n° 142 ( 1 place(s) ) ;
  - au n° 68 ( 1 place(s) ) ;
  - au n° 46 ( 1 place(s) ).

Le stationnement s'effectue sur chaussée et l'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 17 :**

Les cycles de type "Vélomagg'" ont 4 places réservées Avenue de Palavas côté impair au n° 121.

Le stationnement s'effectue sur trottoir et l'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 18 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Avenue de Palavas côté impair au n° 121 sur un emplacement de 20 mètres et des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue de la Manade et l'Avenue Albert Dubout.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 19 :**

Le stationnement est interdit Avenue de Palavas des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue des Naïades et l'Avenue Docteur Jacques Fourcade.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 20 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 21 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2013/NT/R/DGU-P165 du **30 juillet 2013** susvisé est abrogé.

**Article 22 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 mai 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 MAI 2015

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Astier de la Vigerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité et livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P33 du 30 janvier 2012, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue d'Astier de la Vigerie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Pierre Semard (côté de la Rue Paul Marrès) et de la Rue d'Astier de la Vigerie, les conducteurs circulant sur la Rue d'Astier de la Vigerie sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

#### Article 2 :

À l'intersection, de l'Avenue Alphonse Juin, de la Rue d'Astier de la Vigerie et de la Rue Pierre Semard (côté de la Rue Louise Michel), les conducteurs circulant sur la Rue d'Astier de la Vigerie sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

#### Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue d'Astier de la Vigerie côté pair, entre le n° 40 et le n° 390.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P33 du **30 janvier 2012** susvisé est abrogé.

**Article 6 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 mai 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **20 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Place Carnot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P54 du 07 mars 2012, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules place Carnot ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue Henri René dans le sens de la Rue Farges vers la Place Carnot, de la Place Carnot, du Boulevard de Strasbourg dans le sens de l'Avenue de Palavas vers la Place Carnot et de la Rue Louis Figuié dans le sens de la Rue Frédéric Bazille vers la Place Carnot.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

**Article 7 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 5 mai 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 20 MAI 2015



**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation et de stationnement  
Rue Catalan,  
Rue Dessale-Possel  
et Rue Général Lafon**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée pour la réalisation des travaux sur le réseau Aep dans le cadre de l'aménagement du parking de la ZAC NOUVEAU SAINT ROCH ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Catalan, dans sa partie comprise entre la Rue Dessale-Possel et la Rue Albert Leenhardt

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Catalan, emprunte :

- la Rue Dessale-Possel
- la Rue Général Lafon

et se termine sur la Rue Albert Leenhardt.

### **Article 3 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue Dessale-Possel, dans le sens de la Rue Général Lafon vers la Rue Catalan, un sens interdit est institué.  
Cette mesure est applicable dans la cadre de la déviation pour la fermeture de la rue catalan.

### **Article 4 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, Rue Dessale-Possel, dans le sens de la Rue Catalan vers la Rue Général Lafon, un sens unique est institué.  
Cette mesure est applicable dans la cadre de la déviation pour la fermeture de la rue catalan.

### **Article 5 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Général Lafon dans sa partie comprise entre la Rue Dessale-Possel et le n° 11 ;
- la Rue Dessale-Possel dans sa partie comprise entre la Rue Général Lafon et le n° 7.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 6 :**

A compter du 11 mai 2015 et jusqu'au 22 mai 2015 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de la SERM, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

### **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### **Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### **Article 9 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA

### **Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Catalan

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau d'AEP pour l'aménagement du parking de la ZAC du Nouveau Saint Roch ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Catalan depuis la Place Rondelet vers et jusqu'à la Rue Rondelet

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Catalan, emprunte :

- la Place Rondelet

et se termine sur la Rue Rondelet.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGEA

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T840

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Dom Vaissette**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Rue Dom Vaissette, dans sa partie comprise entre l'Avenue Georges Clémenceau et la Rue Chaptal  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Georges Clémenceau, emprunte :

- la Rue Louise Guiraud
- la Rue Brueys
- la Rue Saint Claude

et se termine sur la Rue Chaptal.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CSM;

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Roc de Pézenas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'élagage à la demande du service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la Rue du Roc de Pézenas, dans sa partie comprise entre la Route de Lavérune et la Rue de la Croix de Figuerolles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

  
**Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T849

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Elie Wiesel**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de l'inauguration de l'immeuble la Mantilla à la demande de Pragma ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **11 juin 2015**, la circulation est interdite Rue Elie Wiesel, dans sa partie comprise entre la Rue Aung San Suu Kyi et l'Avenue Raymond Dugrand  
Ces dispositions sont applicables **de 11h00 à 14h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. **Cette déviation débute sur la Rue Elie Wiesel, emprunte :**

- **la Rue Aung San Suu Kyi**
- **l'Avenue Théroigne de Méricourt**
- **la Rue Wangari Maathai**

**et se termine sur la Rue Elie Wiesel.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

**Monsieur l'Adjoint/délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Limitation de vitesse Route de Vauguières

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour des raisons de sécurité ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **05 mai 2015** et jusqu'au **05 juillet 2015** inclus, sur la Route de Vauguières dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue du Mas de Brousse et l'Avenue Bachaga Boualem, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Route de Ganges

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur une chambre France Télécom à la demande d'ORANGE.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **13 mai 2015** inclus, sur la Route de Ganges au niveau du carrefour avec l'Avenue d'Occitanie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Xavier de Ricard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau France Télécom à la demande de SOGETREL ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue Xavier de Ricard, entre le n° 672 et le n° 692 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOGETREL



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T853

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Avenue Charles Flahault**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de trottoir à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue Charles Flahault, dans sa partie comprise entre l'Impasse Valteline et l'Avenue Emile Diacon est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.


**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de trottoir à la demande du Service Voirie.

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, la Rue Adrien Proby, dans sa partie comprise entre la Route de Ganges et la Rue du Professeur Joseph Anglada est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **22 mai 2015** inclus, l'Avenue du Major Flandre, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Justice de Castelnaud et la Rue des Cétoines est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE DE LA MOSSON

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - PARIS SAINT GERMAIN ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 16 mai 2015 MHSC - PARIS SAINT GERMAIN

Le coup d'envoi du match sera donné à 21h00

**Article 2 :**

Le **16 mai 2015**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre l'avenue de Louisville et l'avenue de Louisville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;  
Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.  
Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

### Article 3 :

Le **16 mai 2015**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 4 :

Le **16 mai 2015**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **les jours de match.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

Le **16 mai 2015**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 6 :

Le **16 mai 2015**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

### Article 7 :

Le **16 mai 2015**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

**Article 8 :**

Le **16 mai 2015**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 9 :**

Le **16 mai 2015**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 10 :**

Le **16 mai 2015**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 11 :**

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

**Article 12 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 13 :**

Le **16 mai 2015**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

**Article 14 :**

Le **16 mai 2015**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**



**Article 15 :**

Le **16 mai 2015**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Ces dispositions sont applicables **de 13h30 à 21h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 16 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 17 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 18 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 05 mai 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Quatre Vents

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de démolition et de construction d'un bâtiment à la demande de la SARL BFC.

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **30 décembre 2015** inclus, la Rue des Quatre Vents sur 30 m de part et d'autre du n°107 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SARL BFC.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**

  
**Monsieur l' Adjoint/délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Stationnement réservé Rue Barthez

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison d'un déménagement à la demande de Mme PARADISE. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **15 mai 2015** et jusqu'au **16 mai 2015** inclus, Rue Barthez côté pair au n° 6, le véhicule du déménagement de Mme PARADISE ont 2 places réservées.  
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 mai 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de la Réglisse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'ouverture de chambre, à la demande de France Télécom ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **14 mai 2015** inclus, Avenue de la Réglisse, dans sa partie comprise entre la Rue de la Madeleine et la Rue des Cachous, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 5 Mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**



## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ADJOINT ADMINISTRATIF 1ERE CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe est fixé comme suit :

<b>CIVILITE</b>	<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>TYPE D'AVANCEMENT</b>	<b>GRADE ACTUEL</b>	<b>DATE D'EFFET</b>
Madame	FAUROUS	CAROLINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT ADMINISTRATIF 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	NALBONE	FABIOLA	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	CONDAMINE	GHISLAINE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015

### **Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.



**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06 . 05 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13 . 05 . 2015  
Notifié le :



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT ADMINISTRATIF  
PRINCIPAL 2EME CLASSE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,,
- le décret 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	MORENO	JOSIANE PIERRETTE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ABBAL	SYLVIE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ROBERT	NADINE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MARIE	JOCELYNE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	GAUFFRE	NATHALIE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	FOUACHE	JOSIANE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	CAMPS	JEAN-BAPTISTE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MASMEJEAN	NADIA	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BELLENOT	CHANTAL	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	HOCINE	LILA	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ALCARAZ	VALERIE	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF 1 <sup>ER</sup> CL	01/11/2015

## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT ADMINISTRATIF  
PRINCIPAL 1ERE CLASSE**

Arrêté n°  
2015/1908/NT/R

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	VITO	MARIE-ELISABETH	ANCIENNETE	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015


**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
DE REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	WENISCH	ERIC	EXAMEN PROFESSIONNEL	REDACTEUR	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
 DE REDACTEUR PRINCIPAL 1ER CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de rédacteur principal 1<sup>er</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de rédacteur principal 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	ROSE-BONAUD	CHRISTELLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	REDACTEUR PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015



**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ATTACHE PRINCIPAL

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1099 du 30 décembre 1987 relatif au statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'attaché principal.

- ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'attaché principal est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	DUMONT-VEYRAC	NATHALIE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ATTACHE	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE DIRECTEUR TERRITORIAL**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1099 du 30 décembre 1987 relatif au statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux,
- le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de directeur territorial est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE D'AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	ARROUET	CRISTEL	ANCIENNETE	ATTACHE PRINCIPAL	01/03/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06 . 05 . 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13 . 05 . 2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT D'ANIMATION 1ER CLASSE**

Arrêté n°

2015/1913/NT/R

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'adjoint d'animation 1<sup>er</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint d'animation 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	LEJEUNE	NATHALIE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	ELMAN	ANTHONY HOCINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BOUCAUD	JONATHAN	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	ABBAS	MONIA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SERAICHE	SAMY	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	LENOIR	AUDREY	ANCIENNETE	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	TAILLEFER	CORINNE	ANCIENNETE	ADJOINT D'ANIMATION 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015

## Article 2 :

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME  
CLASSE**

Arrêté n°

2015/1914/INT/R

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de adjoint d'animation principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	PISTIAUX	BRUNO	ANCIENNETE	ADJOINT D'ANIMATION 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015



## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 17.05.2015  
Notifié le :

## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ANIMATEUR PRINCIPAL 2<sup>EME</sup> CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'animateur principal 2<sup>ème</sup> classe.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'animateur principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	OULD BOUKHITINE	LATIFA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ANIMATEUR	01/07/2015

### **Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de animateur principal 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	LEBLOND	CEYDRIC CYRILLE	ANCIENNETE	ANIMATEUR PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT PATRIMOINE 1ER CLASSE**

Arrêté n°

2015/1914/NT/R

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret n°2006-1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'adjoint patrimoine 1<sup>er</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de adjoint patrimoine 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	YACEF	FATIHA	ANCIENNETE	ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CL	01/01/2015
Monsieur	ALONSO	MICHEL	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CL	01/01/2015

## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015

Notifié le :



## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ATSEM PRINCIPAL 2EME CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 92-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de ATSEM principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :



CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	BONILLO	ISABELLE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	SADOU	AXELLE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BEDIAT	GERALDINE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	SALZE ANTHERIEU	PATRICIA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BAROUD	HOUDA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MOLINA	SYLVIE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BARASCUD	FRANCETTE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MARRO	MICHELE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	VERDEIL	JOSIANE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	COLLON	PAULETTE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	CLAVIER	GAELLE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	CHARRIEAU	SANDRINE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	KASSI-LAHLOU	LYNDA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	GIACCOBI	SOLANGE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	SADI	SADIA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	AYME	NATACHA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BENAMAR	AICHA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	LECOFFRE	PASCALE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	CANTIER	CORINNE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MALIE	ANNE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BERTON	CATY	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MARTINEZ	MARIE-CARMEN	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	DAVID	CATHERINE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	HOHENBERG	FREDERICK	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ALMUDI	GRAZIELLA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ARNAUD	FRANCOISE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	PIERRON	VALÉRIE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	RAMBICUR	PATRICIA	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	SALVA	NADINE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	FLIS	ISABELLE	ANCIENNETE	ATSEM 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ATSEM PRINCIPAL 1ER CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 92-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de ATSEM principal 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	VALENTE	MARTINE	ANCIENNETE	ATSEM PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	ROQUES	CATHERINE	ANCIENNETE	ATSEM PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BALIARDO	NADIA	ANCIENNETE	ATSEM PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015

## **Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :



**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'AUXILIAIRE PUERICULTURE  
PRINCIPAL 2EME CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 92-865 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'auxiliaire puériculture principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	GOURGAUD	STEPHANIE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BESSIERE	MARIE LAURE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	EID	CLAIRE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	LAMBERT	LYDIE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MICHAVILA	CORINNE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ALONSO	KRISTELLE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	YRIS	SANDRA	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	TUTTLE	MARIE- CLAUDE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	DEVERT	ELSA	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	OTTON	STEPHANIE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	UJVARI	STEPHANIE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MONTEFUSCO	HELENE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	DARFEUILLE	AURELIE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	CURTIL	EMMANUELLE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BOUBALA	NAIMA	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	GATIN	FRANCESCA	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	MIEMIETZ	JOELLE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	DA SILVA	MARIE ALICE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	28/03/2015
Madame	CAVALIE AGRET	CAROLE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	16/08/2015
Madame	ATMANI	FATIHA	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE 1 <sup>ER</sup> CL	06/12/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'AUXILIAIRE PUERICULTURE PRINCIPAL 1ER CLASSE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 92-865 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de puériculture territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'auxiliaire puériculture principal 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	TRANI	MARTINE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	MARCE ROU	GEORGETTE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	LAURENT	MARIE- FRANCOISE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	RECEVEUR	NICOLE	ANCIENNETE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015



## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'EDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENFANTS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 95-31 du 10 janvier 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,
- le décret 2010-329 du 22 mars 2010 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'éducateur principal jeunes enfants est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	COURTOIS	PATRICIA	ANCIENNETE	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	01/01/2015
Madame	TOUDIC	GUILHERMINA	ANCIENNETE	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	01/01/2015
Monsieur	CATTOUILLART	DENIS	ANCIENNETE	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	01/01/2015
Madame	BOUR	CLAIRE	ANCIENNETE	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	01/01/2015
Madame	FERRY	CHRISTINE	ANCIENNETE	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
DE TECHNICIEN PARAMEDICAL  
CLASSE SUPERIEURE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens paramédicaux territoriaux,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de technicien paramédical classe supérieure est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	LE GONIDEC	DELPHINE	ANCIENNETE	TECHNICIEN PARAMEDICAL CL NORMALE	01/01/2015


## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06. 05 . 2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 13 . 05 . 2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de puéricultrice classe supérieure est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	HERVAIS	DOROTHEE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CL NORMALE	01/01/2015
Madame	AFFOUARD-POUILHE	MARIELLE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CL NORMALE	01/01/2015
Madame	GUILLOT	ELODIE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CL NORMALE	01/09/2015


**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06 . 05 . 2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 13 . 05 . 2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
DE PUERICULTRICE HORS CLASSE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de puéricultrice hors classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	ANDRE	BEATRICE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	01/01/2015
Madame	HIRSCH	SOPHIE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	01/01/2015
Madame	MORENO	SYLVIE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	01/01/2015
Madame	SECK	ELSA	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	01/01/2015
Madame	LAJOINIE	JOSIANE	ANCIENNETE	PUERICULTRICE CLASSE SUPERIEURE	01/01/2015



## Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

  
Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE DE BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de la police municipale,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de brigadier de police municipale est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	SOUCHE	CAROLINE	ANCIENNETE	GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	01/01/2015
Monsieur	BLANES	ROMAIN	ANCIENNETE	GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	01/02/2015
Monsieur	NAVARRO	ALPHAND	ANCIENNETE	GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE	01/02/2015

## Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015

Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
DE BRIGADIER-CHEF PRINCIPAL  
DE POLICE MUNICIPALE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de la police municipale,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de brigadier-chef principal de police municipale est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	LHOMME	ISABELLE	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	FRANCOIS	THIERRY	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Madame	ZAIDIN	KARINE	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	DELGADO	SIMON	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	VIGUIER	PATRICE	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	HERNANDEZ	FABRICE	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Madame	BILON	FANNY	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	OBRON-VATTAIRE	FLORIAN	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Madame	MOSCA	LAETITIA	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	PASTORE	VINCENT	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Madame	SICARD	SANDRA	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015
Monsieur	LELEU	BENJAMIN	ANCIENNETE	BRIGADIER PM	01/01/2015

## Article 2 :

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015

Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
DE CONSEILLER PRINCIPAL  
DES A.P.S. 2EME CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret n°92-364 du 1er avril 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel de conseiller principal des A.P.S. 2<sup>ème</sup> classe.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade de conseiller principal des A.P.S. 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	MARTY	ALEXANDRE	EXAMEN PROFESSIONNEL	CONSEILLER DES A.P.S	01/01/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :



## **TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE 1ER CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015,
- la liste d'admission à l'examen professionnel d'adjoint technique 1<sup>er</sup> classe.

**- ARRETE -**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint technique 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	VERDEIL	CAROLINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	JARA-CRUZ	MARTINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	MARTINEZ- EYMAS	JOELLE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	GIMENEZ	BEATRICE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	LAVIS	ANDRE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	FOULQUIER	BRIGITTE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	HADDOUCH	ZOUBIDA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	LO IACONO	EVELYNE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015



CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	ZITOUNI	KARIMA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	ABDELOUAHAB	ZOHRA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	ALIOUI	EL GHALIA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	AMARGIER	CHRISTOPHE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BALIARDO	ERIC	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BALIARDO	MICKAEL	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BALSENQ	JEAN-PHILIPPE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BENMOSTEFA	MORADE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BILAVARN	MARINA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BLANCHIN	COLETTE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BOUET	JORDAN	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BOUZEGRAOUI	NOURA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BRAIK-HADRI	AMMARA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BURESI	OLIVIER	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	CARRILLO	LUCAS	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	COMABELLA	ELISABETH SONIA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	CONCHIN	SANDRINE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	D'ANDREANO	GISELE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	ESPINAS	ANTHONY	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	FAVIER	AGNES	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	FERNANDEZ	CORINNE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	FEUILLERAT	CLEMENT	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	HERNANDEZ	MICKAEL	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	JOUVENEL	MAXIME	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	KHOLTI	HASSAN	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	MATHIEU	LAURENT	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	MATHIEU	CYRIL	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	MESSAOUDI	BADIA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	MONNY	DAVID	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	PELAT	MARC	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	QUEVEDO	FLORIAN	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	REGIS	DAVID	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SABIR	ABDELHADI	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	SANCHEZ	VALERIE MONIQUE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SEVE	NICOLAS	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SIBADE	JEROME	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SIFI	EL HOUSSAIN	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	THIAM	HOURIA	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	TOST	CATHY	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	TUDELA	CHRISTELLE	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	VIALAR	CATHY	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	VILLAUME	DAVID	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	PENGALET	YANNICK	EXAMEN PROFESSIONNEL	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/03/2015
Madame	DUMAS-GENOT	BRIGITTE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	MARSALA	MARTINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	BEZIAT	CHRISTINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	SANCHEZ	VALERIE MONIQUE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	BOUTELLA	AICHA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	CHENTOUFI	FATIMA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	SALMAN	KADIDJA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	PHOMMALINE	COLETTE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	DELATTRE	FRANCOISE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	HADDOUCHE	CATHY	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Monsieur	VILLEROY	DOMINIQUE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Monsieur	SAKKAM	MOHAMED	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	CAILLOT	MARTINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	AUDOUY	HUGUETTE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	TARRAHI	MARTINE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	CARRARA	ANNE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015
Madame	COMABELLA	HELENA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 2 <sup>EME</sup> CL	01/11/2015

**Article 2 :**

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE  
D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME  
CLASSE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

**VU**

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 2<sup>ème</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Madame	VALLIER	SUZANNE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	PARIS	VALERIE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	RISCAL	FABRICE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SABATIER	ERIC	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BOUCHAM	ABDELKRIM	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	IZGHOUTI	RAFIK	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	CHAUVET	CÉDRIC	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	JODAR	ERIC	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	VILLARET	CEDRIC	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	HERNANDEZ	JIMMY	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	DAVERIO	LAURENT	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	KHIAL	LARBI	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	DADOU	FABRICE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	RISCAL	STEPHANE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SALVAN	NICOLAS HENRI	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	CUENCA	STEPHANE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BRACONNIER	VINCENT	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	BEN ABOU	FATIHA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SPITALIERI	REMI	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	GUIRAO	STEPHAN	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	LORENZO	JOSÉ-MARIE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	TRINQUIER	JULIEN	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	VERDIE	FABRICE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	DELANDE	DANIEL	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BOUKENINE	HAKIM	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	THUOT	TOM	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	RE	JEAN-FRANCOIS	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Madame	ESPINAS	THERESE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SIGAL	BENOIT	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/03/2015
Monsieur	MORENO	MICHEL	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE 1 <sup>ER</sup> CL	01/10/2015


**Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

**Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015  
Monsieur le Maire  
  
Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :



## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER CLASSE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'adjoint technique principal 1<sup>er</sup> classe est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	CHELIH	BOSSIF	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	SARTINI	MICHEL	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	TASTI	OMAR	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	FELIX	ALAIN RENE	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	MOSTACCI	SAUVEUR	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	MAURIN	DANIEL	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Madame	BEGUIN	PATRICIA	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	OUFFE	THIERRY	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	BOURRIER	JEAN-FRANCOIS	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015
Monsieur	CABASSUT	JEAN-PAUL	ANCIENNETE	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2 <sup>EME</sup> CL	01/01/2015

## Article 2 :

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :





## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 87-1107 du 30 décembre 1987 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- le décret 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise,
- le décret n° 2014-78 du 29 janvier 2014 modifiant le décret n° 87-1107 du 30 décembre 1987 portant organisation des carrières des fonctionnaires territoriaux de catégorie C,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'agent de maîtrise principal est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	AUTEBON	JOSE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Madame	SALVADO	SYLVIANE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	PAUL	PHILIPPE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Madame	COLL	NOELLE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Madame	ROUSSILLE	MARIA	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Madame	OLIVER	MARTINE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	RAYNAL	CLAUDE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	RODRIGUEZ	LAURENT	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	COMBES	JEAN-PIERRE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	BROUZET	RODOLPHE	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015
Monsieur	NEVACHE	THIERRY	ANCIENNETE	AGENT DE MAITRISE	01/01/2015

## **Article 2 :**

Il sera procédé à l’affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## **Article 3 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l’Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire



Philippe SAUREL

Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

## TABLEAU D'AVANCEMENT AU GRADE D'INGENIEUR PRINCIPAL

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 5211-9,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 79 et 80,
- le décret 90-126 du 9 février 1990 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux,
- le décret 2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,
- l'avis de la Commission Administrative Paritaire du 14 avril 2015.

- ARRETE -

### Article 1<sup>er</sup> :

Le tableau d'avancement établi au titre de l'année 2015 pour l'accès au grade d'ingénieur principal est fixé comme suit :

CIVILITE	NOM	PRENOM	TYPE AVANCEMENT	GRADE ACTUEL	DATE D'EFFET
Monsieur	PIACENTINI	OLIVIER	ANCIENNETE	INGENIEUR	01/01/2015
Monsieur	JALBAU	OLIVIER	ANCIENNETE	INGENIEUR	01/01/2015

## Article 2 :

Il sera procédé à l'affichage de la présente liste, dans les locaux de la Ville de Montpellier situés à la Direction des Ressources Humaines.

## Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Transmis à Monsieur le Représentant de l'Etat.

Montpellier, le 06.05.2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 13.05.2015  
Notifié le :

**Festival International Des Sports Extrêmes (FISE)**  
**Ordre Public**  
**Du 13 mai au 17 mai 2015**  
**Interdiction de consommation et de transport de boissons**  
**alcoolisées,**  
**Interdiction de transport de boissons conditionnées dans**  
**des récipients en verre**  
**Interdiction de vente ambulante**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2214-4 et suivants ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- Vu le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3°;
- Vu la circulaire ministérielle NOR/INT/E/88/00157/C du 20 avril 1988 relative à la sécurité des grands rassemblements ;
- Vu le Règlement de voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- Vu l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2015/1882/T/R du 23 avril 2015 relatif à la Tranquillité Publique ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues.
- CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public.
- CONSIDERANT le public attendu à l'occasion du « **Festival International des Sports Extrêmes** » qui aura lieu du mercredi 13 mai au dimanche 17 mai 2015, sur les Berges du Lez, entre le Conseil Régional et le « Bassin Jacques Cœur ».
- CONSIDERANT le caractère « **grands rassemblements** » de la manifestation sportive « Festival International des Sports Extrêmes » 2015.
- CONSIDERANT l'alcoolisation excessive à l'occasion d'événements festifs et les conséquences en matière de salubrité publique provoquées par les détritux, bris de verre, bouteilles, ...

- CONSIDERANT les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police à l'occasion de ce genre d'évènement (regroupements importants, ivresses publiques et manifestes, rixes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public).

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

**Sont interdits du mercredi 13 mai 2015 à partir de 9 h , jusqu'au dimanche 17 mai 2015 à minuit :**

- la consommation et le transport de boissons alcoolisées,
- le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- l'installation et l'exploitation de commerces ambulants ou non autorisés,

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Pont de Chauliac, Carrefour de l'Aéroport International, Rue Poséidon, Avenue du Pont Juvénal, Chemin de Moularès, Avenue du professeur Etienne Antonelli, Place Georges Frêche, Pont Zucarelli, Allée de la Méditerranée, Bassin Jacques Cœur, Avenue Théroigne de Méricourt, Avenue Raymond Dugrand, Place Ernest Granier, Avenue Raymond Dugrand, Rond-Point Christophe Colomb, Avenue de la Pompignane jusqu'au Pont de Chauliac.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

**Article 2 :**

La vente de toutes boissons **non conditionnées dans des récipients en verre** sera exceptionnellement autorisée :

- mercredi 13 mai de 13h00 à 21h00 ;
  - jeudi 14 et vendredi 15 mai de 11h00 à 23h00 ;
  - samedi 16 mai de 10h00 à 21h00 ;
  - dimanche 17 mai de 10h30 à 21h00 ;
- sur l'ensemble du site, pour toutes les buvettes dûment autorisés.

**Article 3 :**

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 06/05/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 07/05/2015  
Notifié le :

## Certificat d'affichage

**Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER**

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° 2015 /2015 /T/R du 6 mai 2015

« Festival International Des Sports Extrêmes (FISE)

Ordre Public

Du 13 au 17 mai 2015

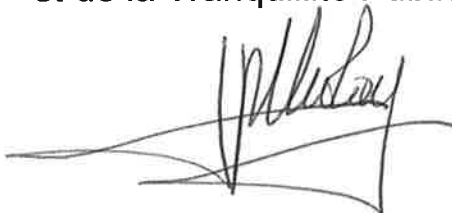
Interdiction de consommation et de transport de boissons alcoolisées,  
Interdiction de transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre  
Interdiction de vente ambulante »

a été affiché en Mairie à compter du 7 mai 2015

sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 18 mai 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Le directeur de la Règlementation  
et de la Tranquillité Publique



Jean-Pierre VIALAY

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de Metz

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue de Metz depuis la Rue Haguenot vers et jusqu'à la Rue Saint Blaise.

**Article 2 :**

À l'intersection, de la Rue de Metz et de la Rue du Faubourg Figuerolles, les conducteurs circulant sur la Rue de Metz sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.



### Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue de Metz côté pair depuis la Rue Haguenot vers et jusqu'à la Rue Saint Blaise.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### Article 4 :

L'arrêt et le stationnement de tous les véhicules sont interdits Rue de Metz des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue Saint Blaise et la Rue du Faubourg Figuerolles.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 6 mai 2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **20 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Voie réservée Cours Gambetta

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de bouclage de la ligne 4 du tramway à la demande de TAM. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **30 juin 2016** inclus, Cours Gambetta, dans sa partie comprise entre la Rue de la Raffinerie et l'Avenue Georges Clémenceau, la voie de droite est réservée à la circulation des transports en commun.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Tam.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Adam de Craponne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de suppression d'un branchement gaz à la demande de Grdf ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **20 mai 2015**, la circulation est interdite Rue Adam de Craponne, dans sa partie comprise entre la Place Bouschet de Bernard et la Rue Bornier et dans le sens de la Place Bouschet de Bernard vers la Rue Bornier.

#### **Article 2 :**

La déviation des véhicules se fera par la Place Roger Salengro, la Rue Daru et le Cours Gambetta.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Soldats

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de suppression d'un branchement gaz à la demande de Grdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **27 mai 2015**, la circulation est interdite Rue des Soldats, dans sa partie comprise entre la Rue Général René et la contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros impairs

**Article 2 :**

La déviation des véhicules se fera par la Rue du Général René, la Rue Marceau et la contre-allée du Cours Gambetta.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue du Mas de Merle et rue François Coppée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de renouvellement du réseau à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **06 juillet 2015** inclus, Rue du Mas de Merle, dans sa partie comprise entre la Rue François Coppée et le n° 63, le stationnement est interdit des deux côtés de la voie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **06 juillet 2015** inclus, Rue François Coppée, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sobeca.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T862

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Route de Lavérune**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement de réseau à la demande de Erdf ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 mai 2015** et jusqu'au **10 juillet 2015** inclus, la Route de Lavérune, dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Croix du Capitaine et la Rue du Faubourg Figuerolles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie située du côté des numéros impairs est interdite à la circulation générale. La déviation des véhicules se fera sur la voie axiale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sobeca.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard des Arceaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER . ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **06 juin 2015** inclus, Boulevard des Arceaux côté impair , le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise PHILIPFRERES.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

À compter du **11 mai 2015** et jusqu'au **06 juin 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux d'entretien du patrimoine arboré, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société SPIE ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **28 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie  
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

**Article 3 :**

À compter du **28 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.  
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

**Article 4 :**

À compter du **28 mai 2015** et jusqu'au **29 mai 2015** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Soeurs Noires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Apéro en Fanfares ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **22 mai 2015**, la Rue des Soeurs Noires est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 21h00**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Puits du Temple, emprunte :

- la Rue des Teissiers

et se termine sur la Rue Saint Paul.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Fontaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Expression Libre ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

Le **22 mai 2015**, la Rue de la Fontaine entre la rue du Petit saint Jean et la rue Roucher est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 21h00**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Petit Saint Jean, emprunte :

- la Rue Four des Flammes
- et se termine sur la Rue Roucher.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

A circular blue stamp from the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)' is partially obscured by a large, stylized black ink signature. The signature appears to be 'Luc ALBERNHE'.

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard des Arceaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation "Repas de Quartier des Arceaux". ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **05 juin 2015**, la circulation est interdite Boulevard des Arceaux, dans sa partie comprise entre la Rue Saint Louis et la Rue Marioge  
Ces dispositions sont applicables **de 19h00 à 00h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Louis, emprunte :

- la Place Leroy-Beaulieu
- l'Avenue de Lodève
- la Rue Jacques Draparnaud

et se termine sur la Rue Marioge.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association AVA organisatrice de la manifestation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l' Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Four Saint Eloi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Vide Grenier ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **22 mai 2015** et jusqu'au **23 mai 2015** inclus, Rue du Four Saint Eloi, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00.**

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur 1<sup>er</sup> Adjoint délégué**  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T869

**Arrêté temporaire  
Mesures de stationnement  
Place du Petit Scel  
et Rue Sainte Anne**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation Vide Grenier Grand Bazar ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

**Le 23 mai 2015 de 7h00 à 19h00**, Rue Sainte Anne, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

**Le 23 mai 2015 de 7h00 à 19h00**, Place du Petit Scel, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'organisateur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**


**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Petit Bard

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **08 juin 2015** et jusqu'au **10 juillet 2015** inclus, l'Avenue du Petit Bard, dans sa partie comprise entre la Rue des Nivéoles et la Rue des Epervières est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T871

**Arrêté temporaire  
Mesures de circulation  
Rue Lafeuillade**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement au réseau d'eaux usées à la demande de Véolia ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 01 juin 2015 et jusqu'au 12 juin 2015 inclus, la circulation est interdite Rue Lafeuillade

**Article 2 :**

La déviation des véhicules se fera par la Rue de Claret, la Rue de la Paille, l'Avenue de la Croix du Capitaine, la Route de Lavérune, la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue de Claret et la Rue Anterrieu.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le :**

**12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Aung San Suu Kyi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'éclairage public à la demande de la SERM ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **12 mai 2015** , la Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre l'Avenue Théroigne de Méricourt et la Rue Shirin Ebadi est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Le **13 mai 2015** , la Rue Aung San Suu Kyi, dans sa partie comprise entre la Rue Shirin Ebadi et la Rue Elie Wiesel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue Théroigne de Méricourt, emprunte :

- la Rue Wangari Maathai
- la Rue Elie Wiesel

et se termine sur la Rue Aung San Suu Kyi.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BOUYGUES énergie et services.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Publié le :**

**11 MAI 2015**

**Luc ALBERNHE**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7 et R. 415-15 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfections ponctuelles de chaussées à la demande des Services Techniques de la Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Avenue du Pont Juvénal, dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue Boussairolles, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 2 :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, la circulation est interdite sur :

- le Quai de Sauvages côté pair dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pont Juvénal et la Rue Cité Benoit ;
- la Rue Boussairolles dans sa partie comprise entre l'Avenue du Pont Juvénal et la Rue Mareschal.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, les véhicules de secours et de service public.

La déviation suivante est mise en place :

- par :
  - la contre allée du quai de Sauvages



**Article 3 :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **05 juin 2015** inclus, Avenue du Pont Juvénal dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue d'Alsace et la Rue Aristide Ollivier, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 4 :**

À compter du **18 mai 2015** au **05 juin 2015** à l'intersection, de la Rue d'Alsace et de l'Avenue du Pont Juvénal, les conducteurs circulant sur la Rue d'Alsace sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 5 :**

À compter du **18 mai 2015** au **05 juin 2015** à l'intersection, de l'Avenue du Pont Juvénal et de la contre allée du Quai de Sauvages, les conducteurs circulant sur l'Avenue du Pont Juvénal en direction de la contre allée sont tenus de céder le passage aux véhicules en provenance du tunnel.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**

 **Monsieur l'Adjoint délégué**  
  
**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Général Riu

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de l'évènement "street art" organisé par l'association KATRINESK ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **16 mai 2015**, la circulation est interdite Rue Général Riu, dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Général Riu, emprunte :

- la Rue des Aiguerelles
- la Rue des Deux Ponts

et se termine sur la Rue Henri René.

#### Article 2 :

Le **16 mai 2015**, Rue Général Riu, dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les emplacements habituellement dédiés au stationnement seront pour l'occasion réservés aux organisateurs et exposants

Le requérant est chargé de matérialiser les emplacements réservés par la mise en place de clôtures temporaires

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Association.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**



**Monsieur l' Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 11 MAI 2015**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2015-T875

**Arrêté temporaire  
Réglementation de stationnement  
Rue des Soldats**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de modernisation d'une école à la demande des Services de la Ville de MONTPELLIER. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 juin 2015** et jusqu'au **31 août 2015** inclus, Rue des Soldats, le stationnement est autorisé aux véhicules livrant pour le compte de l'entreprise DARVER SAS.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DARVER SAS.

421

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

À compter du **01 juin 2015** et jusqu'au **31 août 2015** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de modernisation d'une école, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Fait à Montpellier, le 6 mai 2015**



**Monsieur l'Adjoint délégué**

**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 13 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T809 du **30 avril 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de voirie à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **08 mai 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T809 du **30 avril 2015** sont prorogées jusqu'au **22 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 mai 2015

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

11 MAI 2015

Luc ALBERNHE

423

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Aire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux coordonnés de modernisation des réseaux électriques et d'éclairage public à la demande de ERDF ;

Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, Rue de l'Aire, dans sa partie comprise entre la Rue Lamartine et la Rue de Barcelone sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **18 mai 2015** et jusqu'au **03 juillet 2015** inclus, la circulation est interdite Rue de l'Aire, dans sa partie comprise entre la Rue Lamartine et la Rue de Barcelone

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lamartine emprunte :

- l'Avenue du Pont Juvénal
- Le Quai laffite
- La Rue Marie Muller

et se termine sur la Rue de Barcelone.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des entreprises SOTRANASA et SLA

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 mai 2015

 Monsieur l'Adjoint délégué  
Luc ALBERNHE

Publié le :

**13 MAI 2015**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Chemin de Moularès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2015-T349 du **26 février 2015** ;
- VU l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **15 mai 2015** les dispositions de l'arrêté 2015-T349 du **26 février 2015** sont prorogées jusqu'au **29 mai 2015** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 06 mai 2015

Monsieur l'Adjoint délégué



**Luc ALBERNHE**



Publié le :

**12 MAI 2015**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

**3M - Direction des Ressources Informatiques**

**13 Rue Montpellieret**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et des communications électroniques ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964, relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-862 du 27 juillet 2005, relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux et à la fourniture de services de communications électroniques ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2007, relatif aux demandes de permissions de voirie mentionnées à l'article R20-47 du code des postes et des communications électroniques ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992, relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,

- Vu qu'au titre de l'article L33-1 du code des postes et des communications électroniques, la société 3M - Direction des Ressources Informatiques est un opérateur déclaré auprès de l'ARCEP concernant son activité d'opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public ;

- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12 décembre 1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31 juillet 1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du mercredi 29 avril 2015, par laquelle le maître d'ouvrage 3M - Direction des Ressources Informatiques, dont le siège est situé 50 place Zeus 34961 Montpellier Cedex 2, représenté par BROISE Marylise, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa licence d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines ;

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

### **Arrête au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole**

#### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, 3M - Direction des Ressources Informatiques, 50 place Zeus 34961 Montpellier Cedex 2, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville de Montpellier, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

## **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Branchement linéaire.

**Localisation** : 13 Rue Montpellieret.

**Linéaire** : 30 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

## **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

## **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la Ville de Montpellier et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des postes et des communications électroniques.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de Montpellier de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

#### **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville de Montpellier ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

#### **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 7 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville de Montpellier.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville de Montpellier, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville de Montpellier.

#### **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville de Montpellier sans délai.

#### **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville de Montpellier (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville de Montpellier,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

## **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville de Montpellier et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville de Montpellier sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

## **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville de Montpellier et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

## **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

**Montpellier, le mercredi 6 mai 2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Luc ALBERNHE**

**Publié le : 13 MAI 2015**  
**Notifié le :**